
**Cahier des Clauses Techniques Particulières
(C.C.T.P.)**

**Marché de maintenance des dispositifs d'alarme des
travailleurs isolés (DATI-PTI) de l'hôpital Corentin-Celton**

Consultation n° 25-EM511CCL

Version : Août 25

SOMMAIRE

1.	OBJET DU MARCHÉ	5
2.	REGLEMENTATION APPLICABLE.....	6
3.	DESCRIPTION DE L'HOPITAL CORENTIN-CELTON	7
4.	DESCRIPTION DES INSTALLATIONS	7
5.	ETENDUE DES PRESTATIONS	8
5.1.	Généralités	8
5.2.	Prestations courantes.....	9
5.3.	Maintenance préventive	10
5.3.1.	Contenu minimal des prestations	10
5.3.2.	Gestion des pièces détachées	12
5.4.	Maintenance corrective	12
5.4.1.	Contenu minimal des prestations	12
5.4.2.	Garantie de continuité de service	13
5.4.3.	Astreinte	14
5.4.4.	Délai d'intervention	14
5.5.	Autres prestations	14
5.5.1.	Prise en charge du marché.....	14
5.5.2.	Mise à jour du logiciel.....	15
5.5.3.	Essais et contrôles	15
5.5.4.	Documentation (plans, schémas)	15
5.6.	Limites de prestations.....	16
5.7.	Fournitures, consommables, pièces détachées et stock.....	16
5.7.1.	Provenance	16
5.7.2.	Récupération	16
5.7.3.	Consommables	16
5.7.4.	Constitution du stock.....	17
6.	INTERVENANTS.....	17
6.1.	Interlocuteurs dans l'hôpital.....	17
6.2.	Organisation minimale du titulaire.....	17
6.3.	Logistique.....	19
6.4.	Nettoyage	19
7.	CONTRAINTES PARTICULIERES	19
8.	SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHÉ - TRAÇABILITE	20
8.1.	Conditions de prise en charge / restitution des installations.....	20
8.1.1.	Prise en charge des installations après signature du marché.....	20
8.1.2.	Remise des installations en fin de contrat	21

8.1.3.	Ajout et suppression d'équipements	21
8.2.	RAPPORTS	21
8.2.1.	Rapport annuel	21
8.2.2.	Rapport d'incident	22
8.3.	Contrôle des prestations par l'hôpital.....	22
8.3.1.	Assurance Qualité	22
8.3.2.	Vérifications	22
8.3.3.	Contrôle des résultats	22
9.	RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT	23
10.	HYGIENE ET SECURITE.....	23
10.1.	Contexte sécurité.....	23
10.2.	Rappel des obligations relevant du titulaire du marché.....	23
10.3.	Disposition de sécurité	24
10.4.	Signalisation des travaux et permis de feu	24
10.5.	COVID-19	24

TABLE DES ANNEXES

- ❖ **Annexe n°1 - Risques généraux dans les établissements hospitaliers**
- ❖ **Annexe n°2 - Inventaire marché de Maintenance des PTI et DATI ASCOM CCL**
- ❖ **Annexe n°3 - Synoptique**

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les prestations d'entretien des équipements concourant à la protection des travailleurs isolés (installation fixe avec terminaux mobiles) de l'hôpital Corentin-Celton sis à :

Hôpital Corentin-Celton

4 parvis Corentin Celton

92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

Les prestations s'appliquent à l'ensemble des installations et équipements suivants :

- ✓ Balises ;
- ✓ Postes ;
- ✓ Equipements de signalétique ;
- ✓ Equipements de transmission ;
- ✓ Equipements de charge des postes ;
- ✓ Les alimentations électriques internes ;
- ✓ Tableau d'affichage.

Et pour les ensembles ou sous-ensembles des composants :

- ✓ "hard" ;
- ✓ "soft" ;
- ✓ Connectique ;
- ✓ Réseaux et câblage ;
- ✓ Interface ;
- ✓ Programmation.

Les prestations s'étendent :

- ✓ Aux borniers de raccordement des programmeurs ou reports de commande signalisation ;
- ✓ Aux câbles de connexion ;
- ✓ Aux cartes électroniques ;
- ✓ Aux EPROM ;
- ✓ Aux paramétrages ;
- ✓ Carte SIM ;
- ✓ Batteries ;
- ✓ Tous composants des postes ;
- ✓ Chargeurs ;
- ✓ Supports de PTI ;
- ✓ PTI ;
- ✓ Transformateurs ;
- ✓ Cartes électriques ;
- ✓ Cartes de communication ;
- ✓ Antenne ;
- ✓ Base ;
- ✓ Composant de PTI ;
- ✓ AMC (Alarme Management Client) au PCS...

A cette fin le Groupe Hospitalier confie au titulaire du marché la maintenance de ces installations, dont les dispositions sont définies dans le présent C.C.T.P. et ses annexes et par les dispositions que le titulaire du marché serait lui-même amené à adopter, aux fins de satisfaire à son obligation de résultat.

Dans ce cadre, il appartient au titulaire du marché d'identifier, de décrire et de mettre en œuvre, selon les fréquences appropriées, les opérations de maintenance qu'il juge utiles pour assurer la disponibilité des installations, réduire le nombre de pannes, et en cas de panne, en limiter les conséquences préjudiciables pour l'ensemble de l'hôpital, en tenant compte des obligations réglementaires ainsi que des recommandations constructeurs. Le titulaire recherche de façon continue l'organisation optimale des méthodes d'exploitation et de maintenance pour assurer « qualité » et « continuité de service ».

Le titulaire convient d'assumer la charge de fournir un service de maintenance conforme au présent marché. Le titulaire s'engage à mettre en place une stratégie de maintenance et d'exploitation afin d'atteindre les objectifs attendus :

- La réalisation de l'ensemble des services de maintenance confié au titulaire ;
- Le maintien d'une sûreté de fonctionnement de ces matériels compatibles avec la réglementation ;
- L'assurance d'une disponibilité optimale des équipements sous contrat ;
- La maîtrise des coûts ;
- La maîtrise des délais ;
- La traçabilité ;
- La sécurité des biens et des personnes ;
- L'organisation minimale requise permettant de garantir un même niveau de prestation toute l'année. En particulier, lors des périodes de congés, le service doit rester optimum. Aucune compétence, connaissance de matériel, de lieux, de documentation, de spécialité, etc., ne doit reposer sur une seule personne ;
- La mise en place des indicateurs pour :
 - Mesurer l'efficacité de la maintenance ;
 - Mesurer l'activité du service ;
 - Suivre les coûts et les budgets.

Un suivi de la conformité et de la qualité des prestations fournies est assuré par les représentants du Groupe Hospitalier qui se réserve le droit de faire intervenir un expert pour contrôler l'état des équipements ou définir les raisons d'une panne importante ou d'un incident majeur. La garantie d'obtention de résultats est subordonnée à la mise en œuvre, par le prestataire, des moyens humains, matériels et techniques adaptés. Ces moyens sont définis avec précision dans l'offre remise par le titulaire du marché.

Il appartient au titulaire, au cours de l'exécution des prestations, d'apporter pour chaque objectif, les éléments de preuve démontrant que l'objectif est atteint. Le C.C.T.P. définit, en outre, les modalités de retour d'information minimum souhaitées par le maître d'ouvrage. Néanmoins, le titulaire propose dans son offre la méthodologie qu'il compte mettre en place tant sur la traçabilité administrative que technique, afin d'informer le maître d'ouvrage dans les plus brefs délais des actions réalisées et à réaliser pour répondre aux exigences du présent marché. Dans tous les cas, la traçabilité papier est la seule qui fait foi.

2. REGLEMENTATION APPLICABLE

Le prestataire devra se référer aux normes, règlements fascicules de documentation en vigueur. Le prestataire devra tenir compte en particulier des textes suivants :

❖ De portées générales :

D.T.U, Normes Françaises, cahier des charges du C.S.T.B, législation du travail, Arrêtés, Circulaires, etc..., qui régissent la construction et notamment aux prescriptions des documents rappelés ci-dessous :

- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- Décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques ;
- Règles Techniques professionnelles ;

- Règlement sanitaire départemental actuellement en vigueur ;
- Loi n°2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers ;
- Loi 95.73 et Arrêté du 3 août 2007.

❖ **De portées spécifiques :**

Normes NF :

- NF C 48-333-1 (Janvier 1997) : Règles relatives aux systèmes ;
- NF C 48 331-21 (Janvier 2001) : Exigences générales concernant les composants ;
- NF C 48-333-7 (Novembre 1999) : Guide d'application ;
- NF C 47-742 (Octobre 93) : Règles pour les serrures électriques de portes ;
- NFC 20010 concernant les indices de protection ;
- NFC 63410 concernant la conception de tableaux électriques ;
- NFC 32070 ;
- NF C 15 100 et additifs relatifs aux installations électriques de basse tension.

Cette liste n'est pas limitative, le prestataire devra obligatoirement tenir compte de tous les règlements et normes connues pendant toute la durée d'exécution du présent contrat.

Le titulaire doit appliquer immédiatement toutes nouvelles normes quelles que soient leur origine et en avertir par écrit le représentant du Groupe Hospitalier.

Toute modification du montant du marché consécutive à l'application d'une nouvelle norme et d'une nouvelle réglementation fait l'objet, de la part du titulaire, de la production d'un devis détaillé et chiffré, en vue d'établir un avenant.

3. DESCRIPTION DE L'HOPITAL CORENTIN-CELTON

L'hôpital Corentin-Celton est un établissement recevant du public (ERP) de type U de 2^{ème} catégorie. Il se compose d'un ensemble de 8 bâtiments :

- | | | |
|--------------------------------------|---|--------------------------|
| - Berthaux | } | Corentin-Celton 1 (CCL1) |
| - Champeau | | |
| - Devillas | | |
| - Marie-Olympes De Gouges | | |
| - Guynemer | | |
| - Leplat ou Corentin-Celton 2 (CCL2) | | |

4. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

Les installations faisant l'objet du présent marché avec leurs caractéristiques techniques font l'objet d'une annexe du présent CCTP. L'annexe 2 précise l'inventaire des installations de l'hôpital Corentin-Celton.

Les équipements concernés par ce présent CCTP sont situés dans les bâtiments Berthaux et Champeau, Devillas et Leplat.

Durant l'exécution du marché, le titulaire a l'obligation d'utiliser la numérotation en vigueur au sein de l'établissement.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des installations pour l'établissement de son offre.

5. ETENDUE DES PRESTATIONS

5.1. Généralités

Les principaux termes relatifs à la maintenance des installations techniques sont définis dans la norme FD X 60-000, étant entendu que le niveau 5 de maintenance correspond à des travaux d'amélioration ou de reconstruction totale.

Le titulaire devra fournir les petites pièces et ingrédients nécessaires à la maintenance de toutes les installations, les produits d'entretien de toute nature, les petites fournitures telles que visserie, boulonnerie, cosses, huile, graisse, détergents, chiffons, petite filerie, lampes de voyants, fusibles, batteries, piles...

Ne sont pas compris dans le marché liant le titulaire et le Groupe Hospitalier :

- Les interventions supplémentaires hors-forfait, pour lesquelles un devis devra être présenté et validé par le maître d'ouvrage avant tout début d'exécution ;
- Les fournitures d'électricité.

Dans le cadre de l'entretien des installations de l'hôpital Corentin-Celton comprises dans le périmètre du présent marché, le titulaire assume l'entière responsabilité de la maintenance et s'engage à effectuer l'ensemble des maintenances préventives ainsi que toutes les prestations nécessaires en vue du fonctionnement normal et permanent des installations. Ces prestations sont réalisées dans les conditions réglementaires de sécurité tout en respectant le niveau initial d'équipement et de performance de ses appareils avec obligation de résultat quel que soit le degré de vétusté.

La définition des moyens et de l'organisation, qui permettront au titulaire du marché de satisfaire à son obligation de résultat, sont de son entière responsabilité.

Il lui appartient de compléter le contenu et d'augmenter si nécessaire les fréquences des opérations de maintenance préventive (« gammes de maintenance ») afin de garantir le niveau de disponibilité des installations et le délai de réparation en cas de panne fixés à l'article correspondant.

Les gammes de maintenance (ou programme de maintenance) sont fournies à l'initiative du titulaire du marché et communiquées au représentant du Groupe Hospitalier à compter de la date de prise d'effet du marché.

Le prestataire du marché s'engage à effectuer les opérations de contrôle et de maintenance, nécessaires au bon fonctionnement des installations, dont la définition, la fréquence et les conditions minima sont définies au présent marché.

La maintenance des installations objet du présent marché est réalisée conformément :

- Aux textes réglementaires en vigueur ;
- Au règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public ;
- Aux préconisations des constructeurs.

En ce qui concerne la fourniture de pièces détachées, le titulaire privilégie la fourniture de pièces détachées d'origine, c'est-à-dire provenant du ou des constructeurs des équipements du marché. Les composants installés sont remplacés par du matériel identique.

Dans le cas où le titulaire choisit de fournir des pièces détachées d'une autre provenance, celui-ci se conforme aux règles suivantes :

- les pièces sont conformes au cahier des charges du constructeur des équipements,
- les pièces sont de marquage CE,
- les adaptations nécessaires au montage et au bon fonctionnement de ces pièces sont à sa charge sans qu'il puisse prétendre à une rémunération supplémentaire.

Dans tous les cas, les pièces détachées sont des pièces neuves. En cas de cessation de fabrication, un modèle équivalent est présenté à l'acceptation du représentant du Groupe Hospitalier avant toute mise en œuvre.

5.2. Prestations courantes

Le présent marché est un marché de prestations de service qui fait l'objet d'une commande annuelle. Il a pour but :

- D'assurer une continuité de service sur les dispositifs d'alarme des travailleurs isolés de l'ensemble des bâtiments de l'hôpital Corentin-Celton.
- De réduire les risques de pannes et de maintenir, dans le temps, les performances des matériels ou équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

Le Titulaire doit tous les niveaux de maintenance au titre de son marché.

Il s'adjoit les services des entreprises ou constructeurs ou installateurs pour répondre intégralement aux conditions de maintenance de la norme précitée.

Il appartiendra au Titulaire du Marché de proposer au RSEM (Responsable du Suivi et de l'Exécution du Marché) les ajustements nécessaires à l'issue de la phase de prise en charge puis tout au long du marché objet de la présente, qui permettront d'atteindre et maintenir les performances des diverses installations.

Le contrat de maintenance se décline sous la forme suivante :

Les prestations « minimum » consistent notamment en :

- La maintenance préventive, réglementaire et systématique, incluant les démontages, remontages et manutentions nécessaires, ainsi que la fourniture et la pose des pièces de rechanges et des consommables nécessaires ;
- La fourniture et la mise en œuvre des pièces de rechange, dans le cadre de la maintenance conditionnelle et prévisionnelle, et de la maintenance corrective, en deçà du seuil de 100€ HT par pièce détachée ;
- La mise à jour des logiciels de l'installation ;
- Les essais annuels des équipements dans le cadre de la maintenance préventive ;
- Le dépoussiérage des équipements ;
- Les réglages et notamment le réglage de l'orientation des balises et leur rayonnement ;
- La vérification des fixations ;
- La vérification des raccordements et connectiques ;
- Le paramétrage d'équipements ;
- **La sauvegarde des programmes et données et réinjecter les programmes en cas d'anomalie ;**
- La reprogrammation à raison de 2 fois par an y compris toutes sujétions ;
- L'élimination des déchets ;
- Les mesures ;
- Le déplacement ;
- **L'astreinte 24h/24 et 7j/7 ;**
- L'assistance technique ;
- Les petites fournitures ;
- Les appareils de mesure ;
- Les équipements pour le nettoyage ;
- Les équipements permettant le paramétrage ;
- La constitution et gestion du stock ;
- La fourniture d'un rapport d'intervention ;
- Le rapport d'essai annuel avec les valeurs ;
- La constitution d'un planning d'intervention détaillé ;
- Le plan de prévention ;
- Les procédures ;

- La mise à jour de la documentation ;
- Le fichier récapitulatif des équipements ;
- La participation à la réunion annuelle ;
- Le suivi et la mise à jour des plans actuels et DOE ;
- Le marquage de chaque équipement révisé (date, société, intervenant...) ;
- L'établissement de devis y compris le temps passé pour les relevés.

Ces prestations seront incluses dans le prix forfaitaire.

Les prestations qui seront rémunérées à commande :

- La fourniture et la mise en œuvre des pièces de rechange, dans le cadre de la maintenance corrective au-delà du seuil de 100 € HT par pièce détachée ;
- Les travaux de modernisation ou de mise en conformité des équipements avec les règlements (norme, loi, décret, arrêté...applicables) ;
- La mise à disposition de main d'œuvre à la demande du Client.

Ces prestations seront rémunérées sur la base d'un Bordereau de Prix Unitaire (B.P.U), fourniture et main d'œuvre (en fonction de la qualification) comprise, annexé à l'Acte d'Engagement (A.E).

5.3. Maintenance préventive

La maintenance préventive est destinée à réduire les risques de panne ou de mauvais fonctionnement des installations, et à assurer le maintien des performances des équipements à un niveau équivalent à leurs performances initiales (performances « constructeurs »).

Le titulaire du marché a à sa charge, dans le cadre du prix global et forfaitaire fixé dans l'acte d'engagement, la main d'œuvre, le déplacement et les pièces de rechange.

5.3.1. Contenu minimal des prestations

Les opérations de maintenance des installations objet du présent marché font l'objet d'une planification annuelle, soumise à la validation du maître d'ouvrage. Ce plan annuel de maintenance doit être réalisé dans son intégralité sur la période considérée, en tenant compte des possibilités d'intervention liées aux contraintes hospitalières.

Le plan annuel de maintenance est constitué de l'ensemble des gammes de maintenance à réaliser sur les équipements techniques répertoriés dans l'inventaire joint en annexe. Ces gammes détaillent, pour chacun des équipements, le niveau de maintenance, la fréquence et le mode opératoire.

Elles représentent une base de travail qui recense les prestations minimum à effectuer. Le titulaire du marché les complète en fonction des préconisations « constructeurs » ou de ses propres données et les soumet au maître d'ouvrage pour validation.

Dans le cas où il n'existe pas de gamme de maintenance pour un matériel donné, il appartient au titulaire du marché de la créer, et de la soumettre au maître d'ouvrage pour validation.

L'initiative de la programmation de la maintenance préventive appartient au titulaire du marché dans le cadre de son obligation générale de résultat. Le titulaire veille à l'optimisation des temps d'arrêt des installations en regroupant au mieux les opérations de maintenance de fréquence différentes. De même, les interventions de maintenance et d'entretien nécessitant des interruptions sur quelconques installations doivent, au maximum, éviter de perturber le fonctionnement de l'hôpital et doivent faire l'objet d'un accord avec le représentant du maître d'ouvrage.

La programmation de la maintenance peut être modifiée en fonction :

- des constats effectués contradictoirement au cours des vérifications et essais des installations,
- des recommandations du titulaire du marché dans le cadre de son obligation de conseil.

Sauf situation d'urgence impérieuse et exceptionnelle, le titulaire du marché doit respecter obligatoirement le planning prévisionnel de maintenance et solliciter l'accord du représentant du

Groupe Hospitalier pour toute opération de maintenance préventive au moins 15 jours avant la date prévue de son exécution. Les éventuelles modifications du planning qui, à l'expérience et en cours d'exécution, s'avèrent utiles, sont de la même façon arrêtées d'un commun accord entre le titulaire du marché et le représentant du Groupe Hospitalier. Le planning annuel prévisionnel est transmis avant la fin du premier mois du marché pour validation auprès du représentant du Groupe Hospitalier et comporte aussi les méthodes et les procédures précisant les opérations d'entretien et de vérification prévues pour chaque équipement. Le calendrier est reprogrammé à chaque date anniversaire du marché.

La maintenance préventive systématique comporte notamment :

- L'inspection et le contrôle des installations, suivant le programme de maintenance arrêté ;
- Le renseignement immédiat des fiches de visites permettant l'archivage afin de faciliter l'exploitation ultérieure de l'historique des différents équipements ;
- Les visites générales planifiées par unité technique ou géographique, qui consiste en un examen détaillé des différents éléments, pouvant impliquer certains démontages ;
- Les opérations systématiques de graissage, réglage, etc. ;
- Le remplacement systématique de toute pièce défectueuse ;
- Les opérations nécessaires pour réduire le risque de panne, ou maintenir dans le temps les performances des matériels ou des équipements à un niveau optimal.

Elle comprend les interventions des spécialistes notamment en cas de mise en évidence de risques de défaillance imminente (opération de maintenance destinée à prévenir une panne ou un défaut).

De plus, le titulaire du marché doit, sans que cette liste soit exhaustive :

- Le nettoyage et le dépoussiérage du matériel ;
- L'organisation et la mise en œuvre dans sa totalité du chargement, du déchargement et de la manutention sur site des marchandises le concernant y compris en termes de moyens matériels et humains ;
- L'évacuation des matériels hors service ou inutiles ;
- La sauvegarde régulière de l'ensemble des programmes et paramétrage sur support numérique.

Le titulaire met en œuvre les procédures dégradées à partir des autres installations existantes ou propose rapidement des solutions intermédiaires.

De plus, le titulaire transmet au représentant du Groupe Hospitalier, une semaine avant le début de chaque visite, un planning d'intervention mentionnant :

- le nombre et la qualification des agents concernés ;
- le nombre d'heures de travail à réaliser ;
- la liste des pièces détachées mises en œuvres ainsi que leur origine ;
- les installations concernées.

Les opérations de maintenance préventive se déroulent en semaine pendant les heures ouvrables, à savoir du lundi au vendredi (hors jours fériés) de 8h00 à 16h00. Cependant, en raison des contraintes liées à la spécificité du milieu hospitalier, le titulaire peut être amené à programmer des interventions de maintenance préventive en dehors des heures ouvrables. Ces interventions demeurent pour autant couvertes par le prix forfaitaire.

A l'issue de toutes visites et interventions, l'agent du titulaire :

- établit une fiche d'intervention par poste stipulant :
 - Date et l'heure de l'intervention ;
 - La durée de l'intervention ;
 - L'identité du le numéro de bon de commande ;
 - Le technicien ;
 - Le numéro de série et le numéro d'inventaire de l'équipement ;
 - La liste des points vérifiés lors de la maintenance, avec les résultats ;
 - La nature des travaux effectués (réparation ou remplacement d'une pièce) ;
 - Les interventions effectuées à son initiative ;

- Le type d'anomalies constatées et leurs causes (y compris en cas de mauvaise utilisation et de défauts d'entretien) ;
- L'usure des organes ;
- Les contrôles de performances réalisés avant restitution de l'appareil.

Le titulaire du marché complètera la liste des opérations dans les gammes de maintenance en fonction des constats qu'il est amené à faire de l'état des installations et des risques encourus.

Les interventions effectuées au titre de la maintenance préventive conditionnelle et qui résultent entre autres des constatations faites lors des visites systématiques ont pour objet le maintien en état de fonctionnement des matériels ou équipements.

Le Titulaire procèdera à toutes les mesures et analyses nécessaires à la prévision des pannes, ou des dégradations de rendement ou performances.

5.3.2. Gestion des pièces détachées

Sont considérés comme matériels ou matières consommables ceux dont la consommation est prévisible dans le cadre du programme d'entretien préventif courant d'une part, et d'autre part, ceux dont la valeur marchande est faible (filtres, joints, huiles, graisse, ampoules, voyants, cosses, contacts, bobines, visserie, boulonnerie...) et dont le coût est de ce fait, inclus dans le prix global et forfaitaire du marché.

Ces matières et matériels sont par définition immédiatement disponibles dans le commerce et il appartient au titulaire du marché de les approvisionner sur le site à mesure de ses besoins selon le planning des interventions de maintenance préventive validé par le représentant du Groupe Hospitalier. Les consommables et les fournitures doivent être agréés constructeur et doivent respecter ses recommandations.

5.4. Maintenance corrective

Les actions de maintenance corrective sont destinées à remettre les équipements en état de fonctionnement correct, à la suite d'un défaut, d'une panne ou d'une anomalie de fonctionnement qui peut gêner, voire paralyser, tout ou partie du fonctionnement des installations, constatée par l'exploitant ou les utilisateurs.

Les travaux de modernisation ou de mise en conformité sont signalés dès constat par le titulaire et/ou lors des réunions de suivi du marché. Ces travaux complémentaires font l'objet d'un devis préalable afin que leur réalisation puisse être programmée. Ce devis doit préciser, entre autre, la durée prévisible des travaux, les délais nécessaires, la durée de la prestation, le détail des pièces avec le prix de chacune d'elles et être transmis dans un délai de 72 heures au représentant du Groupe Hospitalier. Ces travaux font l'objet d'une facturation distincte et ne sont réalisable que sur réception d'un ordre de service et/ou d'un bon de commande. Pour les travaux non compris, le Groupe Hospitalier se réserve le droit de faire appel à la concurrence. A l'issue des travaux, un état des lieux contradictoire est effectué entre le titulaire du marché de maintenance et le représentant du Groupe Hospitalier.

Les opérations de maintenance corrective seront déclenchées par :

- un appel utilisateur selon le règlement édicté par le RSEM,
- une observation du Service Technique,
- une observation au cours d'une opération de maintenance préventive ou prédictive.

Le remplacement des pièces de rechange facturées hors forfait est soumis à l'accord préalable du Client.

5.4.1. Contenu minimal des prestations

Conformément à la norme NF EN 13306, la maintenance corrective a pour objectif, lors de la détection d'une panne ou à la suite d'une défaillance qui altère une fonctionnalité essentielle du matériel et qui, par là même, en empêche son utilisation normale, de remettre l'équipement concerné dans l'état dans lequel il peut accomplir sa fonction en toute condition de fiabilité et de sécurité.

Toute intervention de maintenance corrective doit être suivie d'un contrôle de bon fonctionnement.

La maintenance corrective intègre :

- la maintenance palliative : il s'agit du dépannage, c'est à dire les opérations nécessaires à rétablir le fonctionnement, même de façon provisoire.

En cas de panne, le titulaire intervient sur place selon les délais définis au C.C.T.P. Le personnel intervenant est qualifié et équipé du matériel et de l'outillage lui permettant de réaliser les dépannages courants.

- la maintenance curative : il s'agit des opérations destinées à remettre en ordre intégralement une installation suite ou pas à un dépannage. Les mêmes règles que ci-dessus s'appliquent.

Aucune installation ne peut être mise à l'arrêt par un technicien du titulaire sans en avoir prévenu, au préalable, le représentant maintenance de l'Hôpital (pendant les heures de service) ou le cadre de garde technique du site concerné (en dehors des heures de service).

Toutefois, dans le cas où la sécurité des personnes ou des biens est en jeu, le titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent. Il en informe immédiatement le représentant maintenance de l'Hôpital (pendant les heures de service) ou le cadre de garde technique du site concerné (en dehors des heures de service). Une confirmation par écrit est envoyée à l'Hôpital dans les 12 heures suivant les anomalies constatées.

A l'issue de chaque intervention, l'agent du titulaire fournit au représentant du Groupe Hospitalier un compte rendu précis indiquant :

- le numéro de bon de commande ;
- la date et l'heure de l'intervention ;
- la durée de l'intervention ;
- l'identité du technicien ;
- le numéro de série et le numéro d'inventaire de l'équipement ;
- la nature des travaux effectués (réparation ou remplacement d'une pièce) ;
- les interventions effectuées à son initiative ;
- Les contrôles de performances réalisés avant restitution de l'appareil.

Le titulaire est tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler toute non-conformité qui pourrait apparaître dans les matériels ou équipements avec la réglementation en vigueur.

5.4.2. Garantie de continuité de service

Le Titulaire est tenu d'intervenir sur les installations par des réparations, remplacement ou renouvellements, immédiats en cas de nécessité ou préventifs, des matériels défectueux ou risquant de l'être, de manière à répondre à tout moment, toute l'année et sans aucune défaillance à l'obligation de continuité du service, au maintien et même à l'aménagement des performances des installations qu'il a en charge.

Les travaux d'entretien, de remplacement ou de renouvellement nécessaires au maintien des ouvrages, objets du marché en bon état de fonctionnement pendant toute la durée d'exécution du marché sont à la charge du Titulaire.

Les remplacements ou renouvellement s'appliquent aux pièces, composants et sous-ensembles, dans les conditions déterminées au CCAP, à l'exception des travaux d'investissement, d'équipement, de rénovation, de refonte ou réhabilitation, qui feront l'objet de consultations séparées.

En conséquence, le Titulaire s'engage à faire seul et intégralement son affaire du maintien en parfait état de service des installations de façon à garantir la continuité, la sécurité du service et le maintien des performances des installations, les programmes, les bases de données, les informations contenues dans les mémoires et la sauvegarde des paramètres.

Le Titulaire tient informé le Maître d'ouvrage de tous les travaux qu'il réalise au titre de la garantie de continuité de service. Ces travaux sont consignés dans le journal du Titulaire.

Il ne pourra fournir un équipement de fin de série sauf accord écrit du Représentant du Groupe Hospitalier.

5.4.3. Astreinte

Les dépannages peuvent être demandés quels que soient l'heure et le jour.

Les interventions de dépannage seront effectuées à la demande du Client (Représentant du Groupe Hospitalier, techniciens des services techniques, technicien de garde technique).

Le Titulaire doit prendre immédiatement une ou plusieurs mesures qui s'imposent pour :

- Se rendre sur place ;
- Diagnostiquer la panne ;
- Approvisionner le matériel si nécessaire ;
- Réparer.

Le délai d'intervention commencera à partir du moment où l'information est transmise.

Le personnel d'astreinte aura une parfaite connaissance des installations de l'établissement et sera qualifié pour intervenir immédiatement prendre des décisions qui s'imposent sur l'ensemble des installations.

Un numéro de téléphone d'astreinte 24h/24 et 7j/7 sera communiqué par le Titulaire au Maître d'ouvrage en début de marché et devra prévenir préalablement en cas de changement.

Cette astreinte complète la capacité d'intervention du Titulaire définie ci-après, pour les interventions lourdes et dépassant les moyens de l'équipe de permanence ; **cette astreinte devra offrir une capacité d'intervention 24h/24 et 7j/7, et quel que soit le type d'intervention.**

L'accès de l'établissement étant filtré, le Titulaire devra en tenir compte pour accéder aux bâtiments.

5.4.4. Délai d'intervention

Le Titulaire s'engage à recevoir et traiter les appels de l'hôpital en dehors des plages horaires suivantes : du lundi au vendredi de 08h00 à 16h00.

Le Titulaire mettra à disposition un agent qualifié dans un **délai maximal de 2 heures** suivant l'appel téléphonique de l'hôpital, tous les jours y compris la nuit, les weekends et jours fériés.

Chaque appel téléphonique est confirmé par un mail précisant :

- La date, le jour, l'heure ;
- Le nom de la personne qui demande ;
- Le nom de la personne à contacter et le numéro de téléphone ;
- Le numéro de l'équipement concerné ;
- Le nom de l'équipement.

Le délai de remise en fonctionnement du système en cas de panne (quel que soit le type de panne) est associé au délai d'intervention.

5.5. Autres prestations

5.5.1. Prise en charge du marché

Suite à la notification du marché, le titulaire aura à sa charge au titre de la part forfaitaire (toutes sujétions inclus dont notamment les moyens humains nécessaire au repérage/audit sur site) les actions suivantes :

L'établissement transmettra au titulaire les plans architecturaux à jour en format DWG du site, le synoptique à jour.

Les documents seront à mettre à jour après chaque modification format PDF et en format Microsoft Office ou DWG, ils seront maintenus au titre de la part forfaitaire à jour pendant toute la durée du marché.

5.5.2. Mise à jour du logiciel

Le titulaire devra au titre de la part forfaitaire la mise à jour annuelle du logiciel la dernière version disponible à cette date (serveur et de l'ensemble des postes de travail).

Si la mise à jour du logiciel nécessitait un quelconque remplacement/mise à jour du hardware ou software, le titulaire devra alors effectuer les actions nécessaires au titre de la part forfaitaire du marché.

La mise à jour du logiciel devra suivre la version des systèmes d'exploitation (serveur et poste de travail).

Le titulaire devra transmettre au moins 1 mois avant la mise à jour du logiciel le mode opératoire de la migration spécifiant l'ensemble des actions réalisées et les points de vigilance (interruption de service du système PTI-DATI ...). En cas d'interruption de service le délai devra être minimisé au maximum et l'intervention pourra être faite de nuit sans surcoût.

5.5.3. Essais et contrôles

Les essais portent au minimum sur :

- La vérification des tensions ;
- La vérification des fréquences des balises ;
- La vérification des postes de liaison ;
- Les sécurités ;
- Les chargeurs ;
- Le rayonnement de toutes les balises ;
- Les données des afficheurs ;
- ...

A la fin de chaque visite de maintenance préventive, le Titulaire établira un rapport mentionnant au moins tous ces points en fonction de chaque équipement.

Pour lui permettre de réaliser les essais et mesures qu'il doit pratiquer sur l'installation et ses équipements, le Titulaire disposera obligatoirement d'un ensemble d'appareils d'essais et de mesure en état de marche, correspondant aux équipements et aux objectifs de performances.

5.5.4. Documentation (plans, schémas)

Le Groupe Hospitalier met à disposition du titulaire du contrat l'ensemble de la documentation (plans, pièces graphiques, notices techniques, etc.) dont il dispose au jour de la prise d'effet du présent marché.

Ces documents sont consultables soit :

- o Dans les locaux du service technique ;
- o Au niveau des équipements maintenus ;
- o Auprès des services techniques, sous format papier ou électronique (plans d'architecture, DOE, etc.).

Le Groupe Hospitalier fournit, à la demande du prestataire, un tirage papier des documents nécessaires à l'exécution de sa prestation.

Les prestations à charge du titulaire du marché comportent la constitution et l'enrichissement d'une documentation destinée à :

- o parfaire la connaissance de l'installation, de ses paramètres optimaux de fonctionnement, des consignes destinées à améliorer la sécurité,
- o effectuer toute mise à jour, ou corriger toute erreur constatée dans les documents existants,

- nourrir une base de données comportant l'« historique » des équipements principaux et permettant à terme une exploitation statistique, dans le cadre d'un outil de GMAO.

Les documents mis à jour seront communiqués au service technique, sous forme « papier » et « fichier » (DWG – Autocad) dans un délai de deux semaines maximum.

Le titulaire doit fournir à la Direction des Investissements, dans un délai de 48 heures, tout document qui lui est demandé quelle qu'en soit la raison. Ce document peut être demandé sous forme papier ou informatique. Tous les documents, plans, carnets de bord, etc. restent la propriété du Groupe Hospitalier y compris ceux rédigés ou utilisés par le titulaire dans le cadre du marché.

5.6. Limites de prestations

Les prestations s'appliquent à l'ensemble des équipements depuis la base jusqu'à l'équipement terminal.

5.7. Fournitures, consommables, pièces détachées et stock

5.7.1. Provenance

Toute pièce remplacée est neuve sauf accord entre les parties.

Cet accord ne retire en rien la responsabilité de garantie de bon fonctionnement du Titulaire qui reste pleine et entière.

Les composants ayant fait l'objet d'une homologation sont remplacés par les composants homologués compatibles.

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des matières consommables indispensables à la continuité de service sont celles préconisées ou agréées par le constructeur.

L'inventaire des équipements pris en charge précise les spécifications techniques détaillées des matériels installés.

5.7.2. Récupération

Le Titulaire peut proposer au Maître d'ouvrage ou ce dernier demander au Titulaire la réparation des pièces défectueuses en lieu et place de leur remplacement.

Cette décision ne retire en rien la responsabilité de garantie de bon fonctionnement du Titulaire qui reste pleine et entière.

Les pièces non réutilisables sont laissées sur place et, après un délai de 48 (quarante-huit), sont évacuées par le Titulaire sauf décision contraire du Maître d'ouvrage.

Les matériels, objets et approvisionnements, fournis par le Titulaire et non consommés restent sa propriété.

Les matériels, objets et approvisionnements, remis au Titulaire et non consommés sont restitués au Maître d'ouvrage à l'issue du contrat.

De même les pièces de rechange fournies en remplacement d'un élément sous garantie deviennent la propriété du Client, sauf si celles-ci étaient utilisées pour un dépannage.

5.7.3. Consommables

Pour la réalisation des prestations d'entretien courant, le Titulaire doit la fourniture des divers produits consommables, des petites fournitures mécaniques et électriques, en particulier :

- Ingrédients : huile, graisse, paraffine, décapant, dégrissant, dégraissant, déshydratant, détartrant, pâte à roder, téflon, rubans adhésifs, produits d'étanchéité, chiffons ;
- Petit matériel électrique : ampoules, voyants, cosses, appareils fluorescents et toutes les sources d'éclairage (remplacement suivant prescriptions fournisseurs), fusibles basse tension, disjoncteurs, coupe-circuits, contacts auxiliaires, bobines, relais, télérupteurs, connectique, bouton-poussoir de tableaux, voyants de signalisation ;

- Et tous les produits et rechanges nécessaires au Titulaire pour la réalisation des prestations de maintenance préventive.

5.7.4. Constitution du stock

Constitution d'un stock à minima :

La liste des matériels et matériaux qui doivent être tenues en stock, est proposée par le Titulaire au Représentant du Groupe Hospitalier à la fin du premier mois.

Le stock est principalement constitué :

- Des petits équipements dont la durée d'approvisionnement est incompatible avec la notion de continuité de fonctionnement ;
- D'équipements de première urgence ;
- D'équipements vitaux.

6. INTERVENANTS

6.1. Interlocuteurs dans l'hôpital

Les installations faisant l'objet du présent marché sont sous la responsabilité de la Direction des Investissements du Groupe Hospitalier. Les personnels d'encadrement qui sont les interlocuteurs du titulaire font partie de la Direction des Investissements du Groupe Hospitalier.

Les interlocuteurs principaux du titulaire sont le Directeur des Investissements du Groupe Hospitalier, l'Ingénieur Responsable du Département Maintenance (Ingénieur du pôle gériatrique) et le TSH Maintenance de Corentin-Celton.

Pour chaque installation, le titulaire est tenu d'informer au préalable l'Ingénieur ou le TSH du site pendant les heures ouvrables avant d'engager une opération de maintenance non programmée. En dehors des heures ouvrables, le responsable Maintenance est remplacé par le technicien de garde du site.

6.2. Organisation minimale du titulaire

Moyens humains :

Le titulaire doit mettre en place une organisation pour atteindre ses obligations de résultats en respectant les exigences du présent marché. Elle s'articule autour des points suivants :

- encadrement,
- réalisation des prestations de maintenance,
- études (mise à jour des plans, etc.),
- traçabilité (rédaction procédures, rapports, GMAO, etc.),
- qualité, sécurité, gestion administrative.

Le titulaire s'engage à assurer les prestations techniques relevant de sa mission avec un personnel qualifié, spécialement formé à l'exploitation des équipements, disposant de compétences adaptées aux prestations à assurer, à savoir notamment :

- du personnel habilité. Une copie des titres d'habilitation du personnel du titulaire affecté aux différentes interventions sera remise au responsable du Groupe Hospitalier en charge du suivi du présent marché
- du personnel maîtrisant obligatoirement le français oral et écrit.
- du personnel ayant obligatoirement une expérience de ce type de maintenance et ne devant en aucun cas être du personnel intérimaire.

Le personnel a préalablement suivi des stages de formation sur les équipements du marché et participe régulièrement à des stages de mise à niveau.

Un curriculum vitae avec qualifications, certificats de formation et attestations de stage, ainsi qu'une copie des titres d'habilitation seront remis à l'Ingénieur du site lors des demandes d'autorisation d'accès aux sites de nouveaux personnels. En outre, à l'occasion de chaque reconduction ou modification de l'organigramme du titulaire, le titulaire remet un dossier complet contenant les documents précités mis à jour pour chacun de ses personnels appelés à intervenir sur les installations de l'Hôpital. De plus, le titulaire s'engage à demander et à prendre à sa charge toutes actions de formations spécifiques qu'elle estime nécessaire à l'exploitation de l'installation. L'Hôpital se réserve le droit en cas de nécessité flagrante d'exiger que de telles formations soient organisées et cela dans un délai acceptable. Les formations sont dues au titre du présent marché.

Nota : la Direction des Investissements se réserve le droit de refuser l'accès des lieux (en tout ou partie) à un membre du personnel pour lequel les qualifications ou le titre d'habilitation sont jugés insuffisants, et d'en demander le remplacement.

Le titulaire assure la pérennité du personnel appelé à intervenir sur les installations de l'Hôpital. Tout remplacement de personnel, sauf dans le cas où il découle d'une demande de la Direction des Investissements, fait l'objet d'une concertation des deux parties avec un préavis d'un mois. Le personnel est affecté à temps plein à l'exécution du présent marché sans être détaché à la réalisation d'autres prestations sur une période inférieure à six mois. Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires afin de limiter le turn-over et l'absentéisme de ses équipes.

A contrario, sur demande du TSH ou de l'Ingénieur Maintenance du site, le titulaire remplace, sous 48 heures, les personnels ayant fait l'objet d'avertissements répétés de la part de la Direction des Investissements.

Outre le personnel d'exécution en charge des équipements du marché et connaissant les installations de l'Hôpital faisant l'objet du marché, le titulaire met en place une structure d'encadrement opérationnelle pour ce marché, comprenant des personnes exerçant les fonctions suivantes :

- responsable commercial en charge du suivi du contrat de maintenance,
- Technicien du site, responsable maintenance en charge du respect du contrat de maintenance, de l'organisation des opérations de maintenance préventive, de la gestion des équipes d'astreinte, de la représentation systématique de l'entreprise titulaire lors des réunions et du bilan annuel de maintenance, et interlocuteur habituel la Direction des Investissements.
- Appui technique en charge des expertises menées à la demande du responsable maintenance. Ce personnel majoritairement sédentaire intervient sur l'Hôpital le cas échéant.

Tout changement de personnel de l'équipe d'encadrement est soumis à l'agrément la Direction des Investissements suite à une demande préalable écrite et motivée du titulaire. Les personnes désignées dans le marché sont remplacées durant leurs périodes de congés.

Nota : les personnels d'encadrement du titulaire sont équipés d'un téléphone GSM dont le numéro est connu de l'ingénieur maintenance et du TSH maintenance. La structure d'encadrement est joignable en permanence au travers d'un de ses membres et est habilitée à prendre toutes décisions d'ordre technico-administrative.

Le titulaire s'engage à mettre en place sur site du personnel compétent supplémentaire sur simple demande des représentants du Groupe Hospitalier dans un délai maximum de deux heures en cas d'évènements exceptionnels justifiant un renforcement des équipes.

Renforcement des effectifs :

Le Titulaire s'engage à mettre en place du personnel supplémentaire d'entretien, dépannage sur simple demande du RSEM ou du cadre de garde en cas d'évènements exceptionnels justifiant un renforcement des équipes dans un délai maximum de 2 heures.

Personnel sous-traitant du titulaire :

Le titulaire doit impérativement obtenir l'accord du Groupe Hospitalier pour la réalisation de prestations par des sous-traitants, auxquels il imposera les exigences du site. Le titulaire doit être

présent sur site, en même temps que son sous-traitant, pour toute intervention concernant ce dernier. Il pilote la maintenance de son sous-traitant en termes d'indicateurs et d'informations de l'état de l'avancement physique et des travaux réalisés auprès de l'Hôpital.

6.3. Logistique

Outillage

Le titulaire fournit à son personnel tout l'équipement et outillage nécessaire pour la réalisation des prestations tout en garantissant le respect des règles de sécurité des biens et des personnes.

Le titulaire aura à sa charge la fourniture :

- de l'outillage nécessaire à l'exécution de la prestation due dans le cadre de son marché y compris pour les interventions de première urgence,
- des appareils de mesure et de tests, quels qu'en soit le type,
- des équipements de protection et de sécurité du travail réglementaires (EPI),
- des moyens de manutention et de levage, y compris nacelle ou échafaudage nécessaires aux interventions de grande hauteur,
- de moyens de communication adaptés.

L'entretien, le contrôle réglementaire et l'étalonnage suivant la réglementation en vigueur de ces équipements incombent au titulaire. Le Groupe Hospitalier se réserve le droit de demander au titulaire sur simple demande la remise d'un exemplaire du procès-verbal d'étalonnage du matériel en cours de validité.

Une liste du personnel et de leurs véhicules du titulaire intervenant sur le site est fournie lors de l'établissement du plan de prévention. Tout personnel ne figurant pas sur la liste ne pourra pas accéder à l'enceinte de l'établissement.

Vêtements de travail

Le personnel du titulaire doit obligatoirement porter une carte d'identité, un badge ou un vêtement professionnel indiquant clairement son appartenance à l'entreprise. Il se conforme à toute procédure d'identification et de contrôle mise en place par le maître de l'ouvrage en matière d'intervention des entreprises sur l'Hôpital. Le personnel du titulaire devra porter une tenue propre, sans reproche et respectant les contraintes d'hygiène liée à des interventions en site hospitalier de MCO, SSR et SLD.

Le titulaire présente pour approbation à la Direction des Investissements, dans les 30 jours suivant la notification du marché, le signe distinctif indiquant l'appartenance à l'entreprise.

6.4. Nettoyage

Un nettoyage des locaux, des enveloppes des équipements doit être réalisé au moins une fois par an.

A ce titre, le prestataire proposera dans son offre les planifications et les procédures qu'il compte adopter pour l'exécution des prestations.

7. CONTRAINTES PARTICULIERES

Le marché étant exécuté sur des sites hospitaliers, le titulaire est tenu de respecter les contraintes propres à l'établissement :

- prendre connaissance du règlement intérieur de l'hôpital et le respecter
- se conformer strictement aux prescriptions d'hygiène et de sécurité, en particulier celles émises par le Comité Local de Lutte contre les Infections Nosocomiales (C.L.L.I.N.), et le Comité Environnement de l'hôpital,
- prendre toutes les dispositions utiles en amont de l'intervention afin de limiter les propagations de bruits et de poussières,
- assurer une évacuation immédiate des déchets et gravats éventuels conformément aux dispositions imposées dans le cadre de l'alinéa précédent,

- veiller et s'assurer que le personnel du titulaire intervenant sur l'Hôpital fasse preuve de la plus grande correction et la plus grande réserve, respecte les patients et le personnel hospitalier dans son travail ainsi que le secret professionnel.

Tout défaut ou manquement concernant le comportement devra entraîner le remplacement du personnel concerné sur demande des représentants du Groupe Hospitalier.

Par ailleurs, les installations confiées au titulaire sont situées dans un établissement recevant du public (E.R.P.), du type U (sanitaire) de 2^{ème} catégorie pour CCL. Les matériaux employés, leur mise en œuvre, ainsi que les modes de calcul doivent être conformes à ces réglementations.

8. SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE - TRAÇABILITE

8.1. Conditions de prise en charge / restitution des installations

8.1.1. Prise en charge des installations après signature du marché

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de la consistance et des conditions de fonctionnement des installations dont il doit assurer la maintenance, objet du présent marché.

Le titulaire ne pourra d'autre part arguer d'un manque d'informations ou d'insuffisance de connaissance des installations pour formuler des réserves ou retarder la prise en charge qui sera effectuée en présence de l'Hôpital et de l'Exploitant actuel.

L'inventaire de départ du matériel placé sous contrat fait l'objet des listes de matériels, jointes en annexe 1 du présent Cahier des Clauses Particulières. Seuls sont listés les principaux équipements, étant bien entendu que l'ensemble des matériels nécessaires à leur bon fonctionnement font également partie des installations dont le titulaire du marché doit assurer à la fois l'exploitation et la maintenance en garantissant la continuité du fonctionnement.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des données indispensables à la maintenance des installations et ouvrages objet du présent marché et les avoir vérifiées et complétées, par toute visite nécessaire. De la même manière, le titulaire s'est, avant la remise de son offre, assuré que la configuration générale du site et que l'organisation du client, lui permettent de remplir de manière complète et parfaite ses obligations en matière de prestations de service, et s'interdit dans la suite de tenter de se soustraire à ses obligations en arguant d'une connaissance insuffisante de l'installation ou de tout autre motif, sauf à rapporter la preuve que des demandes formelles et légitimes d'informations, adressées en temps utile au représentant du Groupe Hospitalier, et demeurées insatisfaites, l'empêchent d'exécuter ses obligations.

Un procès-verbal contradictoire des lieux et des installations à la charge de titulaire est établi lors de la prise en charge, par les parties en présence, dans les 15 jours après la notification du marché, et comporte notamment l'état descriptif des installations ainsi que les index des éventuels différents compteurs. Lors de l'établissement du procès-verbal, le titulaire précise les réserves qu'il juge opportun de signaler pour chaque appareil. Passée cette date, ces observations ne seront plus acceptées et les éventuelles mises en conformité devront être supportées par le titulaire. Ce procès-verbal indique la date, les noms et qualités des participants à la visite de prise en charge, et est signé par les deux parties. L'original est conservé par l'hôpital ; une copie est délivrée au titulaire du marché. Suite aux éventuelles réserves précises formulées lors de l'établissement du procès-verbal, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour fournir :

- le détail des pièces jugées défectueuses actuellement ou à court terme ;
- le devis détaillé, comprenant la liste des pièces (prix) et la main d'œuvre (temps passé) et chiffré de leur remplacement ;
- la notion de sécurité de fonctionnement qui s'attache au remplacement des dites pièces.

8.1.2. Remise des installations en fin de contrat

En fin de marché ou en cas de résiliation, le titulaire s'engage à laisser l'installation en parfait état de propreté, d'entretien et de fonctionnement, prête à affronter, sans incident prévisible, au moins un nouvel exercice.

La dernière année du marché, un mois avant l'échéance du présent contrat, un état des lieux ainsi qu'un procès-verbal notifiant l'état d'entretien et de fonctionnement des installations, sont dressés contradictoirement, et comprennent notamment :

- la remise d'un jeu complet et mis à jour, de plans, schémas, documentations techniques, gammes de maintenance et procédures sur l'ensemble des installations concernées,
- la liste des opérations de maintenance préventive à prévoir sur chaque équipement pour les 12 mois suivants afin d'assurer la continuité du service,
- l'établissement d'un rapport de sécurité et d'analyse de performance, par un organisme spécialisé, mandaté par l'Hôpital, indiquant les travaux éventuels de remise à niveau en hiérarchisant leurs degrés d'urgence. Les travaux indispensables au bon fonctionnement des installations devront être exécutés par le titulaire dans les délais fixés par l'Hôpital et à ses frais.

En cas de contestation, il est désigné, d'un commun accord, un Expert agréé auprès du Tribunal qui précise s'il y a lieu, la nature et l'importance des réparations à effectuer pour rendre les installations aptes à un fonctionnement satisfaisant pendant une nouvelle année, chaque partie s'engageant par avance à accepter les conclusions de l'Expert.

Le titulaire doit aussi assurer une participation réelle et effective aux réunions de passation qui peuvent avoir lieu, à la fin du présent marché (cas de la prise en charge par un autre exploitant à la fin du marché). Dans ce cas, un Procès-Verbal est établi, afin qu'il puisse être rectifié par les différentes intervenants, et aussi éviter tout litige ultérieur.

8.1.3. Ajout et suppression d'équipements

Dans le cadre de modifications et/ou évolution du parc des installations décrite au présent marché, ces changements feront l'objet soit d'un avenant au marché, après remise d'un devis par l'exploitant, soit d'une nouvelle procédure. En cas d'avenant, ces changements seront intégrés dans les mêmes conditions que le marché initial. La prise en compte de nouvelles constructions ou installations feront l'objet d'un avenant.

Le Groupe Hospitalier quant à lui s'engage à mettre à disposition tous les éléments techniques et financiers qui intéressent le titulaire et qui présentent des conséquences sur l'exploitation des installations confiées.

Si au cours du contrat la législation portant sur les prestations à réaliser, tant sur la forme que sur le mode d'exécution, viennent à évoluer, le titulaire aura l'obligation de s'y conformer.

Si ces évolutions impactent directement sur les prestations contractées, elles pourront faire l'objet d'un avenant.

8.2. RAPPORTS

8.2.1. Rapport annuel

Le Titulaire fournira annuellement, dans les 15 jours qui suivent la visite préventive annuelle, un rapport d'exploitation comprenant:

- Les heures et dates de visites de maintenance,
- Les actions effectuées au cours de ces visites,
- Les problèmes et incidents particuliers,
- les bilans de la politique de maintenance,
- le bilan des mouvements de pièces et coûts sur l'année,
- le coût global de maintenance (pièces et main d'œuvre y compris toutes sujétions),
- les actions à programmer.

8.2.2. Rapport d'incident

Le Titulaire fournira suivant les événements un rapport circonstancié de tout événement ayant affecté le fonctionnement normal des installations dont il a la charge dans un délai de:

Une demi-journée au maximum pour ce qui concerne l'analyse des circonstances,

Deux jours pour l'analyse complète de l'incident et des interventions mises ou à mettre en œuvre.

8.3. **Contrôle des prestations par l'hôpital**

8.3.1. Assurance Qualité

Pour l'ensemble de la prestation le titulaire tend à se rapprocher de la norme ISO 9001. Le titulaire prend en compte les observations éventuelles du représentant du Groupe Hospitalier.

Le titulaire instaure une démarche de progrès, contrôlable par l'Hôpital. Toutes anomalies et dysfonctionnements sont consignés et les redressements traités de façon à éliminer leurs nouvelles occurrences. Les répétitions d'anomalies ont une incidence sur le coût de la prestation et en particulier : défaillance à la réception des interventions, avaries répétitives, manquements aux procédures de retour d'expérience.

8.3.2. Vérifications

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

Une décision du maître d'ouvrage désigne le ou les responsables chargés des opérations de vérification. Il peut contrôler ou faire contrôler, à tout moment, la quantité et la qualité des prestations exécutées avec l'aide d'un organisme extérieur, sans pour autant dégager la responsabilité du titulaire qui demeure pleine et entière.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du Titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent notamment sur les points suivants :

- le nombre et la qualité des interventions exécutées en référence au programme de maintenance préventive actualisé,
- l'état de disponibilité des matériels,
- la qualité du service (temps de réponse, d'intervention, de réparation, ...),
- la qualité des rapports d'intervention,
- la mise à jour des documents d'exploitation et de la documentation technique
- le suivi de l'exécution des gammes de maintenance dans le logiciel de GMAO
- la performance des équipements et installations.

Le titulaire ou son représentant est présent lors des opérations de vérification. Si l'une d'entre elles révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes ou des biens, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement concerné. Dans le cas où l'arrêt de l'équipement est la conséquence d'une défaillance du titulaire, les pénalités sont appliquées dans les conditions définies au présent marché.

Ces vérifications sont planifiées entre le Maître d'ouvrage et le titulaire, afin de leur assurer un caractère contradictoire.

Les frais engagés pour l'exécution de ces contrôles supplémentaires sont, soit à la charge du titulaire, si ceux-ci démontrent une mauvaise conduite des installations ou le non-respect de la réglementation, soit à la charge du Maître d'ouvrage dans le cas contraire.

8.3.3. Contrôle des résultats

Les résultats à obtenir sont appréciés en fonction du nombre d'incidents de fonctionnement, de l'indisponibilité des matériels, équipements ou locaux.

Par équipement : DATI – PTI panne supérieure à 12h/an

9. RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire trie, retraite et évacue en décharge l'ensemble des déchets produits. Les coûts inhérents à ce traitement sont inclus dans le prix forfaitaire, quelle que soit la nature de ces déchets (gravois, graisses, huiles, etc.). Tous les déchets sont évacués immédiatement par le titulaire, il n'y a donc pas de stockage sur site.

Le titulaire se conforme aux directives DEEE (Déchet d'équipement électrique et électronique) et LdSD (Limitation des Substances Dangereuses), mises en application par le décret n°2005-829 du 20/07/2005, relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements. Sont concernés le matériel grand public, le matériel d'éclairage et les outils électriques.

Le titulaire fournit, sous quatre semaines après son intervention, les bordereaux d'enlèvement et, le cas échéant, les bordereaux de traitement réglementaire.

Le dossier ICPE (Installations classées pour la protection de l'environnement) des installations concernées est consultable auprès de l'Hôpital.

Le titulaire démontre son aptitude à suivre une démarche de qualité de type ISO 14001 et devra la respecter tout au long de la durée du présent marché.

Par ailleurs, dans un souci de prise en compte du développement durable, le titulaire doit prendre en compte les objectifs environnementaux suivants :

- limiter les consommations d'énergie,
- réduire la pollution de l'air ambiant (risques pour la santé humaine) et l'impact sur l'effet de serre,
- limiter les déchets.

10. HYGIENE ET SECURITE

10.1. Contexte sécurité

Le Groupe Hospitalier a défini, selon les dispositions du décret N° 92-158 du 20 février 1992 (Code du Travail – Articles R 237.1 à R 237.28) une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures sur son site.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le titulaire du marché doit respecter conformément aux dispositions du paragraphe ci-après. Le Groupe Hospitalier assure la coordination générale des mesures de prévention des opérations effectuées dans son site.

Les prestations prévues dans le marché ne pourront commencer qu'après exécution des dispositions de sécurité définies aux paragraphes ci-après.

Le Groupe Hospitalier pourra s'assurer, auprès des salariés du titulaire du marché et de ses Sous-traitants, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération.

Le Groupe Hospitalier se réserve la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre, par le titulaire du marché, des dispositions nécessaires.

Pour aider le titulaire du marché à mieux intégrer la sécurité dans son offre, le Groupe Hospitalier présente en annexe 1 du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières, les « Risques généraux dans les Etablissements hospitaliers ».

10.2. Rappel des obligations relevant du titulaire du marché

Après conclusion du marché, le titulaire du marché respecte les obligations essentielles suivantes :

- Informer de la date de l'Inspection Préalable Commune de l'opération
- participer, avec ses Sous-traitants, à l'Inspection Préalable Commune qui se concrétisera par la rédaction d'un Plan de Prévention

- tenir le Plan de Prévention à disposition, de la Médecine du Travail et de l'Inspection du Travail
- commenter le Plan de Prévention aux personnels impliqués dans l'opération
- signaler à l'Hôpital les améliorations possibles concernant la coordination des mesures de prévention
- demander à l'Hôpital l'agrément de tous Sous-traitants et attendre celui-ci pour faire exécuter les prestations sous-traitées.

De plus, il est rappelé que chaque Chef d'Entreprise reste responsable, pour son propre personnel et pour celui de ses Sous-traitants éventuels, de l'application des mesures de prévention requises.

10.3. Disposition de sécurité

Les dispositions de sécurité applicables aux prestations objet du présent Cahier des Charges sont les suivantes :

- participation du titulaire du marché à une Inspection Préalable Commune organisée par l'Etablissement concerné. Cette Inspection Préalable Commune a pour objectif d'analyser préalablement les risques liés aux interventions et de définir les mesures de sécurité à prendre par les différentes parties. Les dispositions pratiques (dates, lieux, etc.) sont définies ultérieurement pour l'Etablissement concerné par un document spécifique à l'appui du marché
- à l'issue de l'Inspection Préalable Commune, un Plan de Prévention, formalisant les mesures de sécurité retenues, est rédigé et visé par les deux parties.

10.4. Signalisation des travaux et permis de feu

Chaque fois que cela sera nécessaire, le titulaire doit, à ses frais, mettre en sécurité la zone de travail ou de consignation avant travaux, après approbation de l'Hôpital, placer les barrages ou déviations, poser les écriteaux et prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la signalisation des travaux en vue de prévenir les divers usagers et le personnel de la présence de zones interdites. Toute intervention sur le matériel est repérée à l'aide d'une étiquette solidement fixée pour avertir tout autre intervenant concerné par l'installation. La fourniture de ces étiquettes est à la charge du titulaire.

En cas de carence du titulaire, ou en cas de danger imminent ou avéré, l'Hôpital se réserve le droit de prendre toute mesure utile aux frais du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité de ce dernier en cas d'accident.

Pour les interventions nécessitant l'utilisation d'outils source de chaleur (ou de feu), le titulaire doit demander auprès du chargé de sécurité incendie de l'Hôpital un permis de feu et respecter scrupuleusement les règles en vigueur.

10.5. COVID-19

Le titulaire devra prendre en compte dans son offre et mettre en place l'ensemble des préconisations et recommandations liées aux sécurités sanitaires pour les chantiers (voir les recommandations de l'OPPBTP).

ANNEXE 1

RISQUES GENERAUX DANS LES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS

Les Etablissements hospitaliers sont des lieux ouverts au public. A ce titre, il est rappelé aux intervenants extérieurs que les risques d'accident nés de la coopération de plusieurs entreprises sur un même site, tels que mentionnés dans le décret du 20 février 1992, sont considérablement amplifiés du fait de la présence permanente de patients dont les capacités d'action sont souvent réduites, voire inexistantes.

Leur présence génère :

- la nécessité de protections particulières pour les préserver de tout risque
- le respect de la continuité du service public, qui peut rendre impropre les mesures de sécurité habituellement prises dans d'autres contextes (par exemple : suspension d'activité pendant la durée des travaux).

Il est donc demandé aux intervenants extérieurs d'apporter la plus grande vigilance dans l'exercice de la mission qui leur est confiée, notamment vis à vis :

- des patients hospitalisés, valides, alités ou à mobilité réduite
- des personnels soignants et hospitaliers
- des visiteurs
- des autres prestataires extérieurs.

Principaux facteurs de risques fréquents en milieu hospitalier

Risques liés aux circulations

Circulation, parfois intense, de véhicules :

- véhicules prioritaires des urgences comme des Pompiers, S.M.U.R.,
- S.A.M.U.
- transports sanitaires
- véhicules publics ou privés
- véhicules de transport de marchandises
- cycles
- circulation de piétons : personnels, patients à mobilité et/ou à vision réduite, en fauteuil roulant, en lit, en brancard, personnes âgées et enfants.

Risques liés à la chimie, biologie et radiologie :

- présence de produits chimiques, inflammables, explosifs, toxiques ou corrosifs, en particulier dans les Laboratoires et Pharmacies
- présence de produits pharmaceutiques dans les Pharmacies, Unités de Soins et Unités d'Exploration Fonctionnelle
- présence d'agents pathogènes, virus, bactéries, matières souillées, etc. dans les Unités de Soins et Laboratoires

- rayonnements ionisants provoqués par des sources radioactives ou par des appareils générateurs de rayonnement (équipements de radiologie, etc.) dans les Services de Radiologie et de Radiothérapie.

Risques liés à la présence de matériels en fonctionnement :

- appareillages médicaux (autoclaves, centrifugeuses, etc.) dans les Unités de Stérilisation notamment
- installations et réseaux multiples (électricité, gaz, eaux, vapeur, aspiration médicale, gaz médicaux) dans l'ensemble des locaux
- générateurs ou sous-stations de production d'énergie électrique, de vapeur, de chaleur, de gaz médicaux dont les locaux techniques sont généralement répartis sur l'ensemble de l'hôpital.

Risques liés à des installations particulières :

- buanderie
- cuisine
- ateliers d'entretien
- stockages de gaz médicaux, fuel, essence
- laboratoires d'analyses ou de recherche.

Risques liés à des interférences entre équipements techniques

- interférences de certains matériels à proximité des appareils à résonance magnétique
- interférences hertziennes
- par exemple, le téléphone mobile cellulaire est interdit.

ANNEXE 2

INVENTAIRE DES EQUIPEMENTS

Marché de maintenance des dispositifs d'alarme des travailleurs isolés (DATI-PTI) de l'hôpital Corentin-Celton		
Référence	Désignation	Quantité
GESTION DES ALARMES PTI		
FE3-C1ABAA	Unite CM Hardware Elise3 Standard	1
660324	Kit de montage Elise3 face avant	1
UAM-LAHAAAAA	Licence activation pour un serveur Unite core	1
UAM-LAEBAAAA	Licence Axess gestion 1 utilisateur bip ascom	74
UAM-LAHIAOIN	licence d'activation passerelle d'entrée évoluée	1
OFL-P-ALR-SK	Pack de base (starter kit) pour la gestion des alarmes DATI	1
OFL-USER-50	Pack de 50 utilisateurs de messagerie supplémentaires	1
OFL-P-ALR-50	Pack de 50 utilisateurs DATI supplémentaires	2
OFL-P-ALR-100	Pack de 100 utilisateurs DATI supplémentaires	1
OFL-USER-10	Pack de 10 utilisateurs de messagerie supplémentaires	2
INFRASTRUCTURE RADIO		
U952T-A21A	Emetteur terminal Fixe 5W	1
U982-CB	Récepteur Fixe UHF Fréquence de réception	10
DP440	Antenne dipole + 20m coaxial - F=400Mhz	11
T981RI-4	Module Interface de gestion pour 4 récepteurs fix U982-2	4
541293	Module unité centrale	1
541317	Licence de base pour T942C permettant la gestion de 64 modul	1
AL010002	Alimentation secourue 12V 6A 24Ah	2
BALISES DE LOCALISATION		
L951LP	Balise de localisation BF Maitre	63
L951A2	Antenne basse frequence Anti-vandalisme	13
AL400403	Alimentation secourue 24V/3A/7Ah	5
MOBILES A71		
CHAT-ABBBDA	Emetteur / Recepteur DATI a71 Medic version Advanced	64
660093	Rack de charge collectif maitre 6 positions pour a51/a-p71	9
651063	Alimentation rack de charge collectif pour a51/a-p71/9d24	9
AFFICHEURS DE COULOIR		
NICD-BB	Afficheur IP CMD double face 12 caractères	13
UAM-LAEBAAAA	Licence Axess gestion 1 utilisateur bip ascom	13
EMMETEURS + RACKS		

CHAT-ABBAAEA	EMMETEUR A71 FACE ARRIERE SPECIALE	10
660093	Rack de charge maître 6 pos. pour a51/a71/p71	3
651063	Alimentation de rack de charge collectifs pour mobiles ascom pour (3 racks maximum)	3
	INFORMATIQUE	
Sans Objet	Logiciel	1
Sans Objet	Programmation (base de donnée)	1
Sans Objet	Poste informatique (écran et unité centrale)	7

ANNEXE 3

SYNOPTIQUE

